
SINGAPOUR – GAC Plénière 10
Dimanche 23 mars 2014 – 17 :30 à 18 :00
ICANN – Singapour, Singapour

PRÉSIDENTE DRYDEN : Reprenons donc notre dernière séance d'aujourd'hui. Nous avons une mise à jour du Groupe de Travail sur les Méthodes de Travail, dirigé par l'Espagne ; il y a des documents qui ont été circulés pour ce débat. Je vais céder la parole à Gema pour nous mettre à jour, et nous guider à travers ce que nous devrions discuter aujourd'hui.

ESPAGNE : Merci. En termes de mise à jour, après une période de travail intense entre l'été et la réunion de Buenos Aires, le groupe de travail a réduit son activité de manière considérable.

Nous n'avons pas été très actifs. Il y a eu un temps d'attente pour voir si nous avons un plan de mise en œuvre rédigé par ACIG. Et nous savions que les négociations de contrat avec ACIG n'avaient pas encore abouti, donc nous étions coincés à ce moment là. C'est la raison pour laquelle le travail n'a pas donné beaucoup de fruits à ce jour.

Néanmoins, dans la perspective de cette réunion de Singapour, j'ai décidé de donner de l'élan à deux questions controversées : d'abord, le caractère public ou pas des réunions, si ces réunions devraient avoir lieu de manière publique ou à huis clos, et puis sur la manière de prendre les décisions au sein du GAC. Comment nous améliorons la règle du consensus, qui est celle qui en vigueur actuellement, ou si nous pouvons

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

essayer de nous servir d'autres possibilités ou d'autres méthodes alternatives.

Le travail sur ces deux questions est délicat. Nous avons seulement eu le temps de présenter une nouvelle version du document sur le caractère public des réunions, avant la réunion de Singapour.

L'intention n'était pas d'avoir une longue discussion ici à Singapour, mais plutôt de donner aux membres plus de temps pour étudier et digérer cette nouvelle version, et recevoir des commentaires afin que le document puisse être discuté en ligne grâce à la liste de diffusion du groupe de travail ou de la liste de diffusion de l'ensemble du GAC, comme vous le préférerez. Mais si vous avez des commentaires prêts, vous pouvez bien sûr les partager ici avec nous.

Le deuxième document concerne les processus de prise de décision. Il est sur le point d'avoir une nouvelle rédaction. J'ai l'intention de partager une nouvelle version de celui-ci après cette réunion de Singapour, avec ce même objectif que nous puissions en discuter en ligne et nous mettre d'accord sur des améliorations à nos processus de prise de décision avant la réunion de Londres.

Il y avait une autre question qui a été soulevée à la réunion de Buenos Aires qui méritait d'être examinée de manière plus approfondie, qui concernait le nombre et le rôle des vice-présidents. Je dois admettre que je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question, mais j'invite également les membres du GAC à partager leurs opinions là-dessus avec le groupe de travail, en particulier si l'on tient compte qu'à la fin de cette année, il va falloir que nous élisions de nouveaux vice-présidents. Il semble que c'est une bonne occasion de réfléchir sur au



rôle accru que les vice-présidents jouent déjà. Je pense que c'est une fonction de très grande valeur. Mais il y a toujours la possibilité d'apporter des améliorations, et c'est peut-être pour nous l'occasion d'en discuter.

Maintenant que Heather a annoncé que nous avons pleinement l'occasion d'avoir le contrat signé avec l'ACIG durant cette réunion, je voudrais remercier l'ACIG et Madame la Présidente et de les prier de travailler de manière prioritaire sur ce plan de mise en œuvre pour les questions qui méritent d'être mises en œuvre. Par exemple, le travail sur le plan de travail et le calendrier pour l'année; la façon dont les fonctions et le rôle du secrétariat peuvent être divisé ; essayer d'établir un calendrier, un délai pour la préparation de l'ordre du jour, pour la distribution des procès-verbal; comment nous pouvons améliorer le site Web du GAC afin d'inclure plus d'informations sur nos délibérations et nos activités de sorte que cela soit une autre façon de communiquer avec le reste de la communauté de l'ICANN et pour accueillir de nouveaux membres du GAC.

Il y a une autre série de questions que nous pouvons aborder ensemble. L'objectif de ce plan de mise en œuvre pourrait être rédigé dès que possible et être discuté dans la période intersession entre cette réunion et celle de Londres. Il y a des fonctionnaires de haut niveau qui participent à la réunion de Londres, et ce n'est pas le rôle de nos hauts fonctionnaires d'entrer dans les détails de ces méthodes de travail, mais il serait bien de leur présenter un travail plus complet, peaufiné et adopté par l'ensemble du GAC. Je vous serais très reconnaissante si pour une fois nous pouvions vraiment travailler en ligne ou par téléconférence, pour compléter ce travail avant la réunion de Londres.



Quant aux termes de référence. Je suppose que vous voulez les présenter, Heather ?

Je ne sais pas si quelqu'un veut ajouter des commentaires.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci de cette mise à jour, l'Espagne. C'est vraiment utile pour nous de savoir où vous en êtes. La bonne nouvelle est que les thèmes sur lesquels vous vous êtes centrés pour améliorer nos méthodes de travail, suscitent notre soutien et notre accord. Et je pense que nous voyons tous ce qui doit être fait pour nous permettre d'avancer très rapidement là-dessus. Donc, je suis très encouragée par votre présentation sur la mise en œuvre de certaines choses et par vos efforts dans le cadre du groupe de travail.

Nous avons donc un projet de termes de référence préliminaire rédigé par Tom pour le Groupe de Travail sur les Méthodes de Travail. C'est assez court et je pense que c'est projeté sur l'écran. J'espère que vous pouvez les lire. Y a-t-il des suggestions concernant le texte ? Ce que je cherche à savoir est s'il y a un accord au sein du GAC sur les termes de référence ; nous pourrions aborder rapidement le prochain point.

L'Indonésie demande la parole.

INDONÉSIE :

Merci, Madame la Présidente. Ce que je propose n'est pas vraiment un mot par mot, mais l'idée du GAC lui-même.

Tout d'abord, je voudrais proposer que nous devons renforcer notre GAC, donc nous avons besoin d'un secrétariat plus fort. J'espère que le



contrat avec l'ACIG qui a été mentionné, peut être finalisé dès que possible, parce que cela nous permettra de renforcer le GAC.

Ensuite, il me semble que nous avons beaucoup de points sur lesquels le GAC devrait prendre des décisions. Ce n'est pas seulement point spa et point halal ; il y a bien d'autres choses. Nous avons besoin d'un GAC plus décisif, un GAC qui soit prêt à affronter diverses situations, car il se peut que nous ayons affronter des situations urgentes où GAC doit faire des décisions ou des contributions au Conseil d'Administration de l'ICANN, par exemple.

Donc dans ce cas, les activités du secrétariat du GAC devraient être plus fortes et plus adaptées.

Il doit avoir un contact direct avec tous les membres du GAC. L'on a mentionné précédemment que la liste de diffusion doit être complète et d'autres choses de ce genre.

Tout cela peut être mis en œuvre de différentes manières. Par exemple, comme il a été mentionné précédemment, comment un membre du GAC doit réagir ou répondre à une demande particulière de la GNSO ou d'autres organisations. Dans ce cas, il est important parce que les membres du GAC ne sont pas seulement une personne d'un seul pays. Je dois, par exemple, m'asseoir avec mon collègue de l'Indonésie pour discuter de ce qui est important pour eux. Nous ne voulons pas venir ici à 7h00 du matin et de nous mettre dos à dos. Bien sûr, il est plus difficile de discuter si je suis assis ici et mon ami est assis à quelques mètres derrière moi. Il s'agit de détails très simples, très opérationnels, mais qui doivent être abordés de telle sorte que la décision GAC soit améliorée.



Donc, Madame la Présidente, je voudrais proposer que la prochaine réunion de l'ICANN 50 à Londres puisse être utilisée comme un terrain d'essai pour avoir un GAC plus fort dans sa prise de décision, dans les commentaires que le GAC fournit aux autres organisations de soutien, aux autres équipes de travail.

Merci beaucoup.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, l'Indonésie.

Y a-t-il d'autres commentaires sur les termes de référence ou peut-on en convenir ? Nous pouvons discuter ensuite des méthodes de travail de manière plus générale.

L'Espagne, Gema, voulez-vous faire un commentaire ? Puis nous avons l'Iran.

ESPAGNE :

Oui, c'est un doute. Je m'attends à ce que le groupe de travail d'avoir des choses à accomplir longtemps. Bien que certaines améliorations sont faciles à mettre en œuvre et n'ont pas d'incidence sur les principes opérationnels du GAC, certains pourraient avoir un impact sur les principes opérationnels du GAC. Et après que nous nous soyons convenus là-dessus, la deuxième phase du groupe de travail consisterait à rédiger des amendements à des principes opérationnels du GAC.

Après cela, je ne vois pas quelle est la mission des méthodes de travail du GAC ? Je ne comprends pas que cela soit permanent. Tout peut être

toujours amélioré, mais vous devez toujours avoir un but, une fin. Et, bien, c'est juste une question de cela.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci. Tom me fait un commentaire qui dit que c'était le concept d'amélioration continue qu'il voulait refléter dans ce texte. Si nous allons réviser le texte, des propositions concrètes seraient utiles pour nous. Si cela ne répond pas entièrement à la question que vous soulevez, nous pourrions en débattre ensuite. Nous avons donc l'Iran qui demande la parole, puis la Commission Européenne.

Iran.

IRAN :

Merci. Madame la présidente, j'ai deux suggestions.

Dans la première ligne, je pense qu'il faut remplacer «will» en anglais par «should». Dans la quatrième ligne, je ne comprends pas le mot « responsabilité ». Comment l'étude travaille et recommande la responsabilité du GAC ? A qui ?

Nous sommes des représentants du gouvernement. Nous sommes responsables devant nos gouvernements. Il n'y a pas de responsabilité collective du GAC envers une autre entité.

Donc, je ne pense pas que le mot «responsabilité» est adapté. Efficacité, travail en temps voulu, transparence, sont acceptables. Mais « responsabilité », je pense que nous n'avons pas besoin de ce mot et qu'il devrait être éliminé.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Iran. La Commission Européenne, s'il vous plaît.

COMMISSION EUROPÉENNE : Tout d'abord, je tiens à remercier Gema pour sa direction et le travail acharné sur cette question, parce que c'est quelque chose de très important pour tous les Européens. Je suis ravi que d'autres pays importants comme l'Indonésie soient de cet avis.

Ensuite, je soutiens l'opinion de Gema en ce qui concerne le travail continu. Je comprends ça ne va pas être une révolution, mais une évolution. Je suis tout à fait d'accord. Mais comme l'a mentionné l'Indonésie, il y a des jalons qu'il faut atteindre. Londres en est un qui est très approprié pour avoir une telle étape, où nous aurions des hauts fonctionnaires ou des ministres, et où nous pourrions proposer certaines modifications aux principes opérationnels. Au cours des dernières années, nous avons vu qu'il y a des défaillances et des incohérences entre les différents principes.

Donc, je voudrais que nous examinions ces points d'ordre linguistique ; l'anglais est ma deuxième ou troisième langue étrangère, donc ce n'est pas mon point fort. Mais je voudrais souligner ce point.

Par rapport à ce que l'Iran a dit, je suis tenté d'aller contre ce type de raisonnement, parce que je pense que nous sommes très responsables. Nous sommes responsables en ce sens que nous sommes un comité consultatif devant le Conseil, et bien sûr par rapport aux

utilisateurs finaux d'Internet. Cela fonctionne pour les personnes qui veulent voir le GAC fonctionner au sein du système multipartite.

Donc, je ne vais pas rentrer à la maison et pleurer si la responsabilité disparaît, mais je pense qu'il y a suffisamment d'arguments pour que le mot responsabilité soit gardé dans le texte, afin de nous rappeler ce que nous sommes là et que nous sommes un Comité consultatif gouvernemental pour le Conseil d'administration.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, la Commission Européenne. Ainsi, il semble que vous êtes très à l'aise avec la modification de «will» qui devrait être «should». Donc, cela semble être réglé.

Très bien. Nous avons donc l'Australie, le Danemark, et aux États-Unis.

AUSTRALIE :

Merci, Madame la Présidente. Je remercie encore Gema d'avoir conduit ce long processus sur l'amélioration des méthodes de travail du GAC. D'abord, comme je l'ai mentionné sur la liste GAC, je pense effectivement que ces termes de référence ou cette charte est bonne. En termes de travail continu, je pense que c'est une bonne chose ; que c'est un processus d'amélioration continu.

Nous avons vu jusqu'à présent que les deux avis de l'ATRT ont recommandé des améliorations aux méthodes de travail du GAC. Je ne vois pas de raison de penser que ce processus se terminera prochainement. Toute organisation ou groupe peut s'améliorer. Mais je

ne comprends pas entièrement le point de collègues sur la nécessité de jalons et de recommandations concrètes ; je ne vois pas les choses de cette façon, mais s'il y a une impression qu'une base continue signifie qu'ils seront vagues et ouverts, il peut y avoir des moyens de modifier le texte pour répondre à ce point. Et je pense que nous pouvons potentiellement garder les deux. Avoir un processus continu qui est utile, et l'idée d'objectifs et de jalons concrets est également utile.

Si les collègues sont d'accord, on pourrait faire des recommandations concrètes et recommander des jalons dans la mise en œuvre pour obtenir les deux à la fois, ce qui pourrait être utile. Donc, je pense que c'est très bien, mais je comprends le point ; et je pense que nous pouvons potentiellement garder les deux.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

D'accord. Je pense que c'est une bonne proposition de l'Australie qui peut nous aider à résoudre les problèmes en vue de finaliser le texte.

Nous avons donc le Danemark et les États-Unis.

DANEMARK :

Merci beaucoup. Tout d'abord, je voudrais faire écho à la Commission Européenne et remercier également Gema pour son travail ardu durant ces derniers mois. Je veux aussi rappeler que nous avons pris des décisions à Buenos Aires sur certaines recommandations que nous devons mettre en œuvre. Il me semble que nous devrions montrer que nous sommes d'accord sur ce point. Pour la nouvelle réunion à Londres, la réunion de haut niveau du GAC, je pense qu'il serait très approprié de montrer que nous avons fait des progrès. Merci beaucoup.



PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup. J'ai donc les États-Unis et puis Australie.

ÉTATS-UNIS : Merci, Madame la Présidente. Permettez-moi de rejoindre mes collègues pour remercier Gema de son travail, parce qu'elle nous a permis de nous centrer au niveau du groupe de travail sur l'ensemble de ces suggestions vraiment constructives.

Ayant participé à d'autres groupes de travail auparavant, c'est une note minuscule de prudence à laquelle j'attire votre attention ; il y a quelque chose qui n'est pas trop clair quant à ce que le groupe de travail a convenu et ce que le GAC a convenu.

Mon expérience passée des groupes de travail est que nous présentons des propositions au GAC, et nous obtenons les commentaires de tous les membres du GAC. Donc je ne suis pas trop sûr de ce qui se passe, s'il s'agit de proposition ou de consensus, ou s'il faut être plus public ou pas.

Ce serait utile. Si je suis le seul dans la salle qui est confus, je vous demande de m'excuser. Mais je pense qu'il serait utile d'avoir une articulation beaucoup plus claire de ce qui a été présenté et déjà accepté par le GAC.

Par rapport à ce que dit mon collègue du Danemark, je ne sais pas quel document a été approuvé, en toute franchise, en ce qui concerne l'intervention précédente. Honnêtement, je ne pourrais vous dire si le GAC - Je ne me souviens pas que notre discussion à Buenos Aires ait été



longue. Je pense que c'était une présentation PowerPoint par l'Espagne qui a été très utile. Mais je ne me souviens pas d'échange où, en tant que membre du groupe de travail, le GAC ait eu un accord sur cela.

Je suis entièrement d'accord que beaucoup de ces points ont fait l'objet de débats et semble assez mûrs pour la mise en œuvre. Mais il y a d'autres éléments qui doivent être revisités par la communauté plus large du GAC. Par exemple, des choses comme les responsabilités ou les rôles de vice-présidents. Je pense que cela va au-delà d'une question de discuter si nous devons considérer toutes les régions représentées, ce qui a été vu à Buenos Aires. Mais je pense que l'un des documents transmis au groupe de travail, j'ai eu l'impression qu'il y avait une série de tâches que nous proposons aux vice-présidents d'assumer. Je ne me souviens pas que nous ayons eu une discussion à cet égard. Et je pense que c'est un sujet important qui mérite d'être débattu en profondeur.

Un autre point qui manque aujourd'hui, au moins dans les documents est l'idée de créer des groupes de travail sur des thèmes spécifiques pour aider le président et le vice-président dans leur travail au sein du GAC. Franchement, même si nous sommes très reconnaissants du soutien supplémentaire que nous recevons, il me semble que les attentes du GAC par rapport à ce que le secrétariat peut faire en faveur du GAC, semblent alarmantes. Je regarde le visage de Tom Dale. La liste devient de plus en plus longue. Et je pense que nous devons faire très attention à ce que sont nos attentes. Donc, encore une fois, je soutiens tout ce travail. Mais nous avons besoin de voir plus clairement ce qui a été convenu par le groupe de travail et ce qui a été convenu par le GAC, ce qui est toujours en cours dans le groupe de travail pour le présenter au GAC. Donc, je voudrais dire que je comprends les sentiments des



collègues et c'est très utile pour nous de savoir cela. J'ai quelques hésitations quant à savoir que les ministres et les hauts fonctionnaires puissent consacrer du temps au travail interne du GAC concernant ces méthodes de travail. Je trouve cela juste un peu curieux. Je ne sais pas comment vous construirez un ordre du jour pour des fonctionnaires de haut niveau concernant ce point là.

D'abord, je voudrais suggérer une certaine prudence, car je ne suis pas entièrement sûr que je sois prêt à soutenir cette idée. Peut-être que lorsque nous débattons l'ordre du jour de la réunion de haut niveau, nous pouvons nous concentrer sur cela. Mais je dois avouer une certaine hésitation, parce que je ne sais pas exactement ce que nous pourrions aborder.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Voulez-vous répondre à ce point avant de poursuivre l'ordre des orateurs ?

Je vois que l'Australie demande la parole, la Commission Européenne, le Mali et l'Iran. Alors allez-y l'Australie, s'il vous plaît.

AUSTRALIE : Merci, Madame la Présidente.

Je pense que j'ai une proposition concrète. Je crois percevoir dans ce débat et certains e-mails qui ont été diffusés sur la liste du GAC, je ne sais pas si cela est indépendant de la question de la réunion de haut

niveau, mais nous devrions avoir déjà formalisé notre travail avant la réunion de Londres. Et je pense que c'est un objectif très utile.

Donc je ne sais pas si c'est un thème qui doit être abordé par les fonctionnaires de haut niveau ou pas. Mais je pense que c'est un objectif. Donc, il faut viser ce but. Et si nous n'allons pas y arriver aujourd'hui, alors il faut convenir de la mesure concrète pour y arriver.

Ce que je propose, c'est que nous diffusions les choses. Lorsque nous avons parlé de Buenos Aires, je suis d'accord, c'était un peu ouvert. Mais je pense que nous avons tous convenu qu'il y avait certaines choses qui sont relativement faciles à mettre en œuvre ; d'autres qui nécessitaient la coordination avec d'autres parties de la communauté ; et certaines choses étaient assez délicates et problématiques. Je crois que nous avons toute une série de choses sur lesquelles nous allons tous essayer de nous mettre d'accord avant la réunion de Londres.

Il faut essayer d'établir une petite liste avec des points concrets et les gens peuvent refuser.

Envoyons une liste de choses concrètes, avec de petites cases à cocher à côté si besoin. Nous pouvons nous mettre d'accord et diffuser cela au le GAC et dire voici les choses que nous pensons peuvent être réalisées avant Londres. Et demandons simplement quelques commentaires. Je pense que ce serait vraiment utile. S'il y a de la confusion, ceci devrait l'enlever.

Certains points pourraient susciter une incertitude ou de la confusion. Comme il se peut que certains points ne soient pas clairs ou



ne soient pas résolu ; et ils peuvent être relativement simples à commenter une fois que nous les séparons. C'est donc ma proposition.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Très bien, l'Australie. Je pense que c'est une bonne proposition. Et vous avez raison de nous rappeler que Londres est le point que nous devons viser pour comprendre clairement ce qui se passe par rapport à ces thèmes. Ce qui nous donne un peu plus de clarté à cet égard. J'ai donc la Commission Européenne, le Mali et l'Iran. Et puis je pense que nous devons conclure la journée. Bien sûr, l'Espagne, n'hésitez à prendre la parole à chaque fois que vous souhaitez participer sur ce sujet.

Donc la Commission Européenne, s'il vous plaît.

COMMISSION EUROPÉENNE : Merci. Peter m'a beaucoup aidé à expliquer à Suzanne ce que je pensais. Je vais essayer de bs expliquer comment nous travaillons au sein de l'Union Européenne. Normalement, un groupe de travail présente une proposition à un groupe de haut niveau dans l'Union européenne, parfois au conseil des ministres, afin de l'approuver. Il n'y a pas de discussions. Une approbation à ce niveau serait appropriée, au moins de notre point de vue. Mais je comprends parfaitement. Peter a pu deviner ce que je voulais dire. C'est donc très bien. Ma conseillère juridique vient de me mentionner que nous ne sommes pas responsables devant le conseil. Alors je reprends cette partie. Mais ce que je voulais dire c'est que nous devons faire un bon travail. Et nous devons travailler de manière plus professionnelle. Je pense que nous sommes au moins responsables pour le fonctionnement de l'approche



multipartite de gouvernance de l'Internet. Donc, je pense qu'il est très important que nous soyons réellement solides et que nous fonctionnons bien au sein du groupe. Merci.

>>

Puis-je autoriser Gema à faire un petit commentaire ?

ESPAGNE :

Merci, Madame la Présidente. Je voulais parler et faire référence à la formulation du communiqué de Buenos Aires qui dit, en ce qui concerne les méthodes de travail, qu'une série de mesures immédiates ont été identifiées et sont progressivement mises en œuvre. D'autres questions seront abordées de manière coordonnées avec les initiatives liées, y compris le processus de l'ATRT2. Donc, il me semble bizarre que le gouvernement des États-Unis ne veut pas continuer à discuter certaines questions, lorsque cela est souligné dans le communiqué de Buenos Aires. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci. Je pense que c'est une question de clarté. La proposition de l'Australie nous permettra de voir les choses plus clairement. Et franchement, Tom dit qu'il est en mesure de le faire. Donc, nous allons aborder ce point de cette façon.

Nous avons le Mali, s'il vous plaît.

MALI :

Merci, Madame la Présidente.

Merci, Madame la Présidente. Merci à l'Espagne pour la qualité de son travail. J'ai une petite préoccupation. Afin de mesurer l'efficacité et la responsabilité des membres du GAC, nous devons leur fournir les documents dans leur langue de travail. Et cela n'a pas été pris en compte. Donc, si vous voulez vraiment bien évaluer la qualité de notre travail, pensez aussi à mettre à disposition les documents dans les langues de travail.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci de nous avoir rappelés cela. Nous avons l'Iran.

IRAN : Merci, Madame la Présidente. J'ai travaillé pendant de nombreuses années ; le mot «accountable» qui veut dire responsable est un adjectif. Cela signifie que nous sommes soumis à l'obligation de donner notre avis. Nous ne sommes pas soumis à l'obligation de faire de rapport à l'ICANN. Nous donnons notre avis à l'ICANN ; nous conseillons l'ICANN.

Cela signifie aussi être responsable et rendre des comptes. Nous ne sommes pas responsables et rendons des comptes. Nous fournissons des conseils. Des réponses et du soutien. Pour cette raison, vivement, madame, je suggère que nous supprimons le mot «accountable».

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Iran. La Nouvelle-Zélande, s'il vous plaît.

NOUVELLE-ZELANDE :

Merci, Heather. Je veux commenter sur la dernière intervention de la Commission européenne. D'abord, je me rappelle à Buenos Aires que nous avons accepté, il y avait un large accord, mais qu'il n'y a pas eu d'approbation formelle sur une série de questions dans les documents sur les méthodes de travail. Ils ont été accueillis avec plaisir par la Nouvelle-Zélande. Mais il y avait aussi la prudence exprimée que certains domaines étaient extrêmement controversés et avaient besoin d'être considérés. Donc, il y avait deux groupes de choses dont nous avons parlé. Nous n'avons convenu d'aucun d'eux de façon formelle. J'avais espéré que nous aurions signé un certain nombre d'entre eux. Certains d'entre eux exigeaient que nous ayons un secrétariat chargé de réaliser certains travaux.

Il y avait des thèmes qui ont été extrêmement controversés. Et je doute fort que ceux-ci seront résolus en dehors d'une réunion en face-à-face et moins encore si l'on pense le faire dans la période intersession menant à Londres.

Le GAC n'est pas responsable envers une puissance supérieure. La réunion de haut niveau est une réunion des fonctionnaires de haut niveau du GAC, pas d'un niveau plus élevé du GAC. Je pense que cela doit être clair et bien compris. Nous ne sommes pas responsables. Nous rendons tout simplement des comptes à nos ministres et nos capitales. En tant que GAC, nous ne rendons pas des comptes à un niveau supérieur du GAC.

Merci.



PRÉSIDENTE DRYDEN : Je ne vois pas d'autres demandes de parole. Je redonne la parole à Gema.

ESPAGNE : Merci, Heather. J'ai accueilli avec plaisir les réponses de tout le monde, car de cette manière je peux répondre à tous les commentaires. Le commentaire du gouvernement des États-Unis m'oblige à adopter une position défensive. Désolé, il faut que je le fasse.

Vous avez fait référence à des documents qui n'ont pas été présentés. Je ne pense pas que ce soit vrai. Avant la réunion de Buenos Aires, j'ai rassemblé les différents documents en un seul document unique que j'ai diffusé. L'Australie a également demandé de séparer les éléments de travail et de distribuer des documents de travail distincts. C'est exactement ce que j'ai fait. J'ai divisé le travail à partir des thèmes abordés, et fixé des dates limite pour discuter de chacun d'eux. Puis j'ai conclu avec un document de récapitulation pour Buenos Aires. Donc, vous avez ces documents ; ils sont disponibles.

D'autre part, en ce qui concerne la tâche de secrétariat pour soutenir le travail de la présidente et des vice-présidents, je pense que c'est le rôle du secrétariat dans une organisation de soutenir le président et les vice-présidents et, au sens large, les membres du groupe. C'est pourquoi nous avons besoin de services de secrétariat supplémentaire.

Je pense qu'il y a un certain nombre de thèmes qui sont très faciles à traiter. J'ai cru comprendre que le GAC s'en était occupé dans la réunion de Buenos Aires. Même s'il n'y avait pas un accord formel sur chacun

des éléments, comme dit la Nouvelle-Zélande, il y avait eu une présentation de tout le travail qui a été fait, toutes les propositions pour chacun des axes de travail. Personne n'a exprimé son désaccord ; nous avons cru que tout cela était approuvé. Et c'est pourquoi le communiqué Buenos Aires exprime non seulement qu'il y a eu des progrès sur certaines des questions qui ne sont pas controversées, mais qu'on chargeait le secrétariat de rédiger et de mettre en œuvre un plan pour ce faire. Cela n'aurait aucun sens de commissionner le secrétariat de rédiger une mise en œuvre sur l'utilisation des choses si elles ne sont pas convenues à Buenos Aires. C'est vrai qu'il y avait des questions qui ont été laissées de côté, car ils se sont révélés être plus controversées. L'un est le caractère public des réunions. Le second était le processus de prise de décision. Le troisième était le rôle des vice-présidents. Cette partie du document peut être considérée comme non-approuvée. Même si cela fait partie de la feuille de récapitulation, il doit être pris en considération tout comme le caractère public des réunions et les processus de prise de décision qu'il faut continuer à examiner.

Quant aux réunions de haut niveau, je ne m'attends pas à ce que mes patrons viennent discuter de mes méthodes de travail. C'est pourquoi j'ai dit cela au début. Mais je pense que, si nous ne faisons pas de progrès, cela peut être un problème pour eux à la réunion de haut niveau. Et il se peut qu'ils veuillent dire que les méthodes de travail ne sont pas suffisamment améliorées.

En ce qui concerne le commentaire du Mali sur la réception des documents dans leur langue de travail, j'ai fait un effort pour traduire en espagnol tous les documents que nous distribuons, pour avoir au moins un parfum de multilinguisme au sein du GAC .



Mais je ne pouvais pas le faire avec le français ou le chinois ou le russe ou le portugais. J'ai fait de mon mieux. Je ne peux pas tout traduire, parce que je ne peux pas parler autant de langues. Mais je prends note de ce point, et nous allons essayer de faire un effort pour que les documents de travail soient disponibles dans d'autres langues.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, l'Espagne. Je ne vois plus de demandes de parole. Je pense que nous devons conclure assez rapidement.

Pour votre dernier point, la traduction des documents est toujours disponible pour nous, et l'a été depuis un certain temps. L'ICANN peut le faire si nous le demandons, et dans des délais assez rapides. Je pense donc que cela touche à un point très important que nous commençons à avancer de manière appropriée dans les groupes de travail. Les choses peuvent avoir besoin de ralentir un peu en raison de l'importance de faire une recommandation générale au sein du GAC. C'est pourquoi la traduction de documents ou l'interprétation sont disponibles aux téléconférences, car c'est précieux pour nous ; parce que nous sommes au moment précis où nous avons vraiment, vraiment besoin de cette participation.

Donc, parfois nous ne sommes pas en mesure d'avancer aussi rapidement dans certains cas que nous l'aurons voulu au cours des deux dernières années. Il y a eu des demandes réelles de ce comité. Et, dans certains cas, nous devons aller un peu trop vite.

Mais je pense que nous sommes maintenant à un point où nous avons un soutien supplémentaire, où nous pouvons ralentir un peu. Nous pouvons nous le permettre, parce que nous devons être participer pleinement. Et le Groupe de Travail sur les Méthodes de Travail ne fait pas exception à cette règle. Donc, nous allons garder cela à l'esprit au fur et à mesure que nous avançons.

Le résultat d'un groupe de travail doit être le résultat d'une participation pleine. Autrement, ces résultats n'ont pas la valeur que nous recherchons vraiment dans l'exécution de notre travail.

Il y a un certain nombre de choses qui sont claires et que nous pouvons réviser. Les termes de référence peuvent être circulés, sur la base des entrées que nous avons aujourd'hui. Il y a une liste de vérification que nous voulons préparer pour identifier ce que nous pouvons mettre en œuvre avant la réunion de Londres. Il y aura d'autres points qui demanderont un effort à plus long terme au sein du groupe de travail pour identifier les liens vers d'autres domaines de travail afin qu'il y ait plus de clarté. Et je suis très sensible à certains des points soulevés sur la procédure. Encore une fois, nous avançons rapidement, trop rapidement, dans certains cas, afin de répondre aux exigences de certaines des discussions et des décisions prises ailleurs dans l'organisation. Mais nous devons et nous pouvons maintenant être plus prudents par rapport au processus. Il est absolument clair pour moi que le résultat d'un groupe de travail vient du GAC. Le GAC régulier ; les gens dans cette salle sont ceux qui prennent des décisions sur les contributions du GAC. Et je crois que c'est un point de procédure très clair et simple. Je veux que nous le respections.



Nous dépassons déjà le temps qui nous a été attribué. Et je pense que nous pouvons probablement conclure à ce stade.

Nous sommes invités par la responsable sur le travail des méthodes de travail à examiner les documents concernant le caractère public des réunions et un autre document qu'elle a mentionné sur le consensus. Notre collègue attends vos commentaires ; rappelez-vous cela.

Ceci dit, je vous remercie tous. Merci encore à l'Espagne pour avoir assumé cette responsabilité. Je crois que ce sera un espace de travail très utile pour nous. Nous allons tous nous retrouver demain pour les réunions du forum public.

Merci.

[FIN DE TRANSCRIPTION]

